

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 03/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIVAL ex GDE Escautpont 2

Chemin du Petit Marais
ZI Les Bruilles Nord
59278 Escautpont

Références : V2.2025.270
Code AIOT : 0007000611

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement REVIVAL ex GDE Escautpont 2 implanté Chemin du Petit Marais ZI Les Bruilles Nord 59278 Escautpont. L'inspection a été annoncée le 22/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL ex GDE Escautpont 2
- Chemin du Petit Marais ZI Les Bruilles Nord 59278 Escautpont
- Code AIOT : 0007000611
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Guy Dauphin Environnement (GDE) est autorisée à exploiter sur son site Escautpont 2 des activités de collecte, transit, regroupement, tri, préparation et traitement de déchets dangereux et non dangereux, encadrées par arrêté préfectoral complémentaire du 09/09/2019 venant modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral initial d'autorisation d'exploiter délivré le 10/11/1993.

Le site est localisé dans la zone d'activités "les Bruilles du Nord" sur les communes d'Escautpont et d'Onnaing, en bordure du canal de l'Escaut, le long du chemin du petit marais, à proximité du chemin des Bruilles.

Dans le cadre du rachat de Guy Dauphin Environnement par le groupe DERICHEBOURG, l'exploitant a sollicité auprès du préfet, par courrier du 05/05/2022, une demande d'autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la Société REVIVAL.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 13
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite du site le 12 juin 2025, les constatations suivantes ont été faites :

Zone 3 : rattrapage du cisailage des stocks constatés en dehors des emprises prévues le 12 juin 2025 (box en saturation du fait de l'arrêt technique de la cisaille) ;

Zone 5 : dépôt de résidus d'oxycoupage à proximité de la zone d'oxycoupage (dépôt expliqué par l'exploitant du fait du renversement potentiel d'un big bag plein au moment de sa manutention lors du changement de big bag - big bag de collecte de ce résidu en sortie de process d'oxycoupage) ;

Zone 5 : Deux batteries constatées dans les bacs de collecte de déchets (batteries a priori d'origine interne / engin de l'exploitation) ;

En dehors des zones d'entreposage et de traitement de déchets, à proximité des locaux sociaux et vestiaires, présence d'un grappin sur chenille en arrêt technique : flaqué d'effluent constatée sur l'emprise de l'emplacement du grappin suggérant une fuite issue du grappin en panne ;

Bâtiment 1 : GRV GNR sur rétention insuffisante, GRV adblue non placé sur rétention (l'exploitant justifiera pour quelle raison le GRV contenant l'adblue n'est pas placé sur rétention) ;

Constatation générale : affichages absents ou obsolètes sur certains box d'entreposage de déchets (notamment constaté le 12 juin 2025 : benne de collecte en zone 3 avec un affichage « INOX » alors que des déchets plastiques y sont collectés, affichage absent sur la zone 5, affichage obsolète dans le bâtiment 1 (box « huile hydraulique » utilisé pour entreposer des tournures aluminium).

Par courriel du 18 juin 2025, l'exploitant a transmis un reportage photo rendant compte des actions correctives apportées. Ce reportage permet de lever les lacunes précitées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 09/09/2019, article 1.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	MTD Générique –	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Inventaire			
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
4	Maitrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 23/12/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 12 juin 2025 a permis de clarifier la situation du site au regard des activités IED. Les activités liées à la rubrique 3510 (Criblage, déferrailage, malaxage des terres et autres déchets contaminés par des substances dangereuses) n'étaient plus exploitées sur le site. Concernant la rubrique 3550 (Stockage de déchets dangereux > 50 tonnes (notamment les terres contaminées : 1665 t / Cendres volantes 10 t / Cendres de foyer : 10 t / Accumulateurs Ni-Cd : 1 tonne / Déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses : 4 tonnes / Batteries au plomb : 40 tonnes)), seul le stockage de batteries au plomb reste d'actualité.

A cet égard, l'exploitant n'a pas notifié au préfet l'arrêt de ses activités IED dans les trois mois qui ont précédé leur arrêt. **Cette non-conformité nécessite une action corrective** pour laquelle il est attendu de l'exploitant la justification de la mise en conformité sous 3 mois.

Dans ce contexte, le contrôle des dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, toujours applicable au site, s'est focalisé sur l'inventaire des flux d'effluents.

L'inspection a été l'occasion de faire le point sur les prescriptions en vigueur de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (qualifié « AM Accidentologie A » dans le présent rapport). Cet arrêté a été modifié par arrêté ministériel du 5 mai 2025 publié le 31 mai 2025.

Outre la non-conformité relative au défaut de notification de l'arrêt de certaines activités IED, trois non-conformités sur les dispositions contrôlées suivantes nécessitent une action corrective ou des justificatifs complémentaires pour laquelle il est attendu de l'exploitant la justification de la mise en conformité sous 1 mois :

- PC2 : MTD générique - inventaire des flux d'effluents - Référentiel : Arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED (III de l'annexe 2) ;
- PC3 : Plan de défense incendie - Référentiel : Arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation (article 5) ;
- PC4 : Maîtrise des sinistres - Référentiel : Arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation (article 5).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2019, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Activités de traitement de déchets et activités IED WT autorisées
Prescription contrôlée : Tableau de classement des installations concernées par une rubrique ICPE :
Constats : L'exploitant a indiqué en réponse à l'annonce de l'inspection, que les activités liées à la rubrique 3510 (Criblage, déferrailage, malaxage des terres et autres déchets contaminés par des substances dangereuses) n'étaient plus exploitées sur le site. Concernant la rubrique 3550 (Stockage de déchets dangereux > 50 tonnes (notamment les terres contaminées : 1665 t / Cendres volantes 10 t / Cendres de foyer : 10 t / Accumulateurs Ni-Cd : 1 tonne / Déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses : 4 tonnes / Batteries au plomb : 40 tonnes)), seul le stockage de batteries au plomb reste d'actualité. A ce titre, afin de se mettre en conformité d'un point de vue administratif, l'exploitant a indiqué son intention de procéder à la cessation partielle d'activité pour la rubrique 3510 et modifier les activités de la rubrique 3550, ne conservant que le stockage des batteries au plomb, passant ainsi sous le seuil des 50 tonnes. Concernant les activités pouvant relever de la rubrique 3532 et listées dans l'arrêté préfectoral en vigueur (traitement de laitier et des cendres à 60 t/j amenant à une absence de classement au titre de cette rubrique), un PAC a été déposé visant l'arrêt de ces activités et leur remplacement par une activité de broyage de câbles à 70 t/j (la capacité restant inférieure au seuil de 75 t/j, un classement au titre de la rubrique 3532 n'est pas sollicité). Ce dossier est en cours d'instruction. Les contrôles réalisés sur les registres de traçabilité déchets ont permis de corréler l'effectivité de la cessation de l'activité 3510 (aucune admission de terres polluées 17 05 03* n'a eu lieu depuis 2024, d'après les déclarations disponibles dans Trackdéchets, dernière admission en date du 22/12/2023, les dernières expéditions en janvier 2024 d'après l'exploitant, restent à confirmer sur la base du registre interne des déchets sortants, non disponible en séance). De même, les contrôles réalisés sur les déclarations Trackdéchets ont permis de corréler l'effectivité de la cessation de l'activité 3550 pour ce qui concerne l'activité d'entreposage de cendres (aucune admission de déchets de type cendres enregistrées en 2024 et 2025 via une

recherche de code déchets commençant par 10 01 ou 19 01).

Non-conformité à l'article R512-39-1 du code de l'environnement : L'exploitant n'a pas notifié au préfet l'arrêt de ses activités dans les trois mois qui ont précédé leur arrêt. Une demande d'action corrective est formulée en vue de régulariser cette situation.

Observation n° 1 : C'est dans le cadre du mémoire de réhabilitation prescrit par l'article R512-39-3 que l'exploitant doit inclure une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R. 515-59. C'est dans ce mémoire de réhabilitation qu'une comparaison à l'état constaté dans le rapport de base doit être apportée. S'il apparaît que les activités arrêtées ont été à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines, l'exploitant proposera également dans ce mémoire les mesures permettant la remise du site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base (cf article R515-75). Si la demande de report de l'étape de réhabilitation prévu par l'article R512-39 du code de l'environnement est accordée, un arrêté préfectoral complémentaire (APC) sera pris pour encadrer le report en précisant notamment les conditions de libération des terrains concernés. Cet APC précisera également que :

- l'exploitant doit informer l'inspection lorsque les conditions de libération des terrains sont réunies,
- le délai pour la remise du mémoire de réhabilitation + ATTES-MEMOIRE est de 6 mois à compter de la libération des terrains.

Observation n°2 : La cessation des activités 3510, et la cessation partielle ainsi que la modification des activités pouvant relever des rubriques 3550 et 3532 et conduisant au régime NC, n'étant pas actées, le site demeure soumis aux meilleures techniques disponibles prescrites par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

La visite du site a permis de constater l'absence de stock de terres sur l'emprise initialement prévue à cet effet (zone 4 en bord de quai) ainsi que l'absence de stock de cendres dans le bâtiment initialement prévu à cet effet (bâtiment 1).

Par courriel du 13/06/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant les justificatifs du nettoyage de la zone d'entreposage et de traitement des terres polluées (Zone 4 au bord du quai, notamment la facture traçant la date d'intervention et la portée de l'intervention par son prestataire de nettoyage à la suite de la dernière expédition de terres polluées).

En réponse, l'exploitant a transmis par courriel le devis relatif à la prestation de balayage confiée à la société RECYNOV. Ce devis explicite les opérations comprises dans la prestation :

- La mise à disposition d'une balayeuse de voirie,
- Le déploiement du matériel de sécurité pour la réalisation de la prestation dans les limites de progression et d'accessibilité de la balayeuse,
- Le balayage des voiries, fils d'eaux et caniveaux double pente,
- Le nettoyage au jet HP des parties non accessibles par balayeuse,
- Le transfert sur site des résidus de balayage.

Observation n°3 : Il convient que l'exploitant s'assure des surfaces effectivement couvertes par la prestation dans le cadre des devis de nettoyage qu'il sollicite.

L'exploitant a également transmis par courriel du 18/06/2025 les factures des prestations réalisées en 2023 les 24/10, 3,7,13,22 et 29/11 et 06, 12 et 19/12.

Lors de la visite le 12/06/2025, l'emprise de la zone 4 en bord de quai était néanmoins couverte de poussières, débris et blocs de plot béton.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 18/06/2025 un reportage photo rendant compte du nettoyage de l'emprise.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant doit régulariser sa situation au regard de l'article R512-39-1 du code de l'environnement et notifier l'arrêt définitif de l'activité 3510 et 2790, ainsi que l'arrêt définitif d'une partie des activités 3550, 2718 et 2791.</p> <p>La déclaration de cessation doit être accompagnée de l'ensemble des éléments permettant de justifier de l'arrêt effectif des activités précitées.</p> <p>Pour mémoire au sens de l'article R512-75-1, la cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p>2° La mise en sécurité ;</p> <p>3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;</p> <p>4° La réhabilitation ou remise en état.</p> <p>L'article R512-39 du code de l'environnement ouvre la possibilité de différer l'étape de réhabilitation ainsi que les opérations de détermination de l'usage futur.</p> <p>Dans cette perspective (compte tenu du fait que les terrains d'emprise concernées par les activités arrêtées ne sont pas libérés, utilisés dans le cadre des autres activités en cours d'exploitation), il est impératif que la déclaration de cessation formalise et justifie la demande de report de l'étape de réhabilitation ainsi que les opérations de détermination de l'usage futur. La justification de report doit notamment exposer la nécessité de poursuivre des activités à ces endroits, ainsi que le calendrier du report.</p> <p>La déclaration de cessation d'activité doit également comporter le calendrier relatif à la mise en sécurité et à la transmission de l'attestation relative à la mise en sécurité (« ATTES-SECUR ») prévue par l'article R512-39-1.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : MTD Générique – Inventaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :</p> <p>1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :</p> <p>a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;</p> <p>b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;</p> <p>2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins :</p> <p>a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;</p>

- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;
 - c) Les données relatives à la biodégradabilité ;
3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :
- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
 - b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;
 - c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;
 - d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

Constats :

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le 11 juin 2025 l'inventaire des flux d'effluents selon le plan du III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, qualifié d' "AMPG MTD WT" dans la suite du présent rapport.

Cet inventaire se positionne au regard de l'activité de broyage de câble qui relève de la rubrique 3532 (capacité < 75 t/j - régime non classé).

L'activité de cisailage exercée sur le site n'est pas considérée comme une activité de traitement mécanique au sens du BREF WT. Cette activité n'est donc pas considérée dans le classement 3532. L'inventaire des flux d'effluents présenté fait également le bilan de la surveillance des effluents aqueux sur les 12 mois de l'année 2024 selon les paramètres prescrits au point X de l'annexe 3 et au point III de l'annexe 3.2 (traitement mécanique des métaux) de l'AMPG MTD WT. Les résultats de la surveillance des effluents aqueux rendent compte d'un dépassement en Chrome en octobre 2024 à 0,15 mg/L pour une VLE à 0,1 mg/L (**demande de justificatif n°1**) L'inventaire des flux d'effluents présenté rend compte de la surveillance des effluents gazeux réalisée en mars 2025 selon les paramètres prescrits au point III de l'annexe 3.2 (traitement mécanique des métaux) de l'AMPG MTD WT.

Observation n°4 : L'inspection recommande de mettre à profit la démarche d'inventaire des flux d'effluents prescrite par l'AMPG MTD WT en étendant cet inventaire des flux d'effluents à l'ensemble des activités de traitement mécanique du site (cisailage et oxycoupage), ainsi qu'à l'ensemble des entreposages de déchets, cela en vu d'avoir une caractérisation représentative de l'ensemble des activités de traitement de déchets exercées et par voie de conséquence une caractérisation représentative des effluents aqueux et gazeux générés par l'ensemble des activités de l'établissement.

Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater les modalités de collecte des plastiques broyés ainsi que des tournures en box délimités par des murs constitués de blocs béton) alors que le cuivre broyé est conditionné en big bag, ce qui limite la dispersion des broyats dans l'environnement. (**Demande de justificatif n°2 et n°3**)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n°1 : L'exploitant expliquera le dépassement en Chrome dans les effluents aqueux relevé en octobre 2024 (à 0,15 mg/L pour une VLE à 0,1 mg/L)

Demande de justificatif n°2 : Au regard du risque de dispersion des copeaux de plastique et des

tournures dans l'environnement, l'exploitant fera part de sa réflexion sur les moyens de prévention qu'il convient de mettre en place (augmentation de la fréquence de nettoyage des voiries, zone de circulation et d'exploitation des engins qui interviennent sur les stocks, conditionnement des plastiques broyés et tournures en big bag, etc).

Demande de justificatif n°3 : A la lumière des résultats de la campagne de surveillance des PFAS dans les effluents aqueux, et des modalités d'exploitation (plastiques broyés collectés en box et non en big bag, ou autres modes de collecte moins dispersifs), l'exploitant se positionnera sur la pertinence de surveiller les paramètres AOF et la somme des composés perfluorés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
-les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

Constats :

L'exploitant a présenté le plan de défense incendie intitulé « Fiche Entreprise - Défense Incendie ».

Ce plan a été actualisé à la suite de l'inspection du 17 décembre 2024, avec une version plus opérationnelle convenue avec les pompiers. Cette version est accessible dans la boîte aux lettres à l'entrée du site.

L'inspection informe l'exploitant que l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (qualifié « AM Accidentologie A » dans le présent rapport), a été modifié par arrêté du 5 mai 2025 publié le 31 mai 2025. Le plan de défense incendie prescrit à l'article 5 a été notamment modifié avec l'ajout de précisions sur le contenu des plans de l'installation.

Le plan présenté le 12 juin 2025 comporte le plan des zones d'entreposage de déchets et l'implantation des activités de broyage de câble, cisailage et oxycoupage de déchets.

Lors de la visite du site, des entreposages ont pu être constatés en dehors des aires identifiées sur le plan de défense incendie (stock de câbles en attente de broyage entreposé à l'extérieur en dehors du périmètre 9 et des périmètres « câbles triés à broyer en casiers » identifiés sur le plan, îlot de plastiques broyés entreposé en dehors des box prévus à cet effet). L'exploitant précise le 12 juin 2025, pour ce qui concerne l'ilot de plastiques broyés, que cette démarche a été retenue pour libérer les box en vue de réceptionner une autre qualité de plastiques broyés dans les box (qualité différente de celle des plastiques entreposés en box jusqu'alors).

Par courriel du 18 juin 2025, l'exploitant a transmis un reportage photographique démontrant l'évacuation des plastiques broyés constatés hors des box lors de la visite du 12 juin 2025. L'exploitant s'engage dans ce reportage à évacuer plus régulièrement les plastiques pour "limiter le problème", et au cas où cela devait se reproduire, le surplus de plastiques sera temporairement entreposé dans le box des plastiques de la table à eau (**demande de justificatif n°4**).

Les box délimités par des plots béton et les bennes de collecte des zones 1, 3 et 5 ne sont pas identifiés sur le plan de défense incendie (**demande d'action corrective n°2**).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n°4 : L'exploitant transmettra une procédure interne rendant compte de l'engagement pris dans le reportage photo transmis le 18 juin 2025 relatif au renforcement de la fréquence d'évacuation des plastiques broyés, et à la mise en œuvre d'une solution palliative en attente d'évacuation lorsque les box d'entreposage des plastiques broyés avant évacuation ont

atteint leur capacité maximale ou dont le contenu n'est pas compatible avec le flux de plastiques broyés suivant. L'exploitant explicitera dans cette procédure les outils de suivi mis en place en vue de s'assurer du respect des dispositions retenues dans cette procédure.

Demande d'action corrective n°2 : L'exploitant complètera le plan de défense incendie conformément aux exigences complémentaires introduites par arrêté du 5 mai 2025 : le plan de défense incendie doit comporter les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entrepôts extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Maitrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Exercice de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

L'inspection informe l'exploitant que l'AM accidentologie A du 22 décembre 2023 a été modifiée par arrêté du 5 mai publié le 31 mai 2025. L'article 6 n'a pas été modifié par cette révision. L'exploitant rend compte en séance des exercices réalisés en 2024 et 2025 : 2 exercices ont été réalisés en 2024, puis 2 depuis le début de l'année 2025. L'exploitant précise que l'organisation interne du groupe impose 2 exercices par an sur tous les sites REVIVAL, et tous les 2 mois sur les sites « sensibles ».

<p>L'exploitant ajoute que le site d' Escautpont a été requalifié de site « sensible » en début 2025. L'exploitant précise que deux types d'exercice sont réalisés : des exercices d'évacuation et des exercices sur la conduite à tenir en cas de départ de feu avec manipulation des RIA et extincteurs. Les comptes-rendus des exercices 2024 (25/03 et 24/10) et du dernier exercice 2025 (25/03) ont été présentés en séance.</p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 18 juin 2024, les comptes-rendus des exercices incendie réalisés en 2024 et 2025. Les deux derniers comptes-rendus (17 janvier 2025 et 25 mars 2025) indiquent que l'alarme incendie ne fonctionnait pas. La partie "Plan d'Actions" de chacun de ces exercices trace le besoin de remettre en état l'alarme, extrait du dernier compte rendu de l'exercice du 25 mars 2025 "Pas d'alarme incendie sur le site - Faire des devis- Relancer Sapiant" (demande de justificatif n°5)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatif n°5 : L'exploitant transmettra les justificatifs de la remise en état effective de l'alarme incendie du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 5 : Etat des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection informe l'exploitant que l'AM Accidentologie a été modifié par arrêté du 5 mai publié le 31 mai 2025. L'article 10 a été modifié à la marge pour lever une obligation de moyen.</p> <p>L'exploitant a présenté les états des stocks obtenus via l'outil interne AS400 qui sont alimentés en temps réel par rapport à ce qui est sorti au niveau du pont bascule (via les bons de pesée établis une fois le poids net établi), ils sont au nombre de trois, un état des stocks par famille d'activité :</p> <p>Vu le stock Ferrailles Escautpont (activités 2, 3 et 5 sur le plan de défense incendie 2025) = 534,407 tonnes au total le 12 juin 2025 à 11h49;</p> <p>Vu le stock Broyeur câbles Escautpont (activité 7, 7b et 9 sur le plan de défense incendie 2025) = 1</p>

330,407 tonnes au total le 12 juin 2025 à 11h52

Vu le stock Métaux Non Ferreux (MNF) Escautpont (activité 1 sur le plan de défense incendie sur le plan de défense incendie 2025) : 96,980 tonnes au total le 12 juin 2025 à 11h55

Observation n°5 : Il convient d'ajouter sur chaque état des stocks la précision de la capacité maximale permise pour chaque famille d'activité, conformément à la MTD I.e. de l'annexe 3.1 de l'AMPG MTD WT toujours applicable au site tant que la cessation de l'activité 3510 et la cessation partielle des activités 3550 et 3532 n'ont pas été actées (la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée).

Type de suites proposées : Sans suite